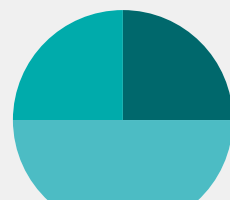


Actualités OFS



03 Travail et rémunération

Neuchâtel, août 2022

Résultats commentés

Indicateurs du marché du travail 2022

La publication «Indicateurs du marché du travail» fournit des repères parmi la vaste gamme des données sur l'emploi. L'information y est structurée de manière à procurer une vue d'ensemble du marché suisse du travail et des statistiques qui s'y rapportent. Parmi les domaines traités figurent l'emploi, le temps de travail, le chômage, les postes vacants, les aspects dynamiques du marché du travail, ainsi que la structure et les tendances des salaires.

Celle-ci se compose de trois sous-publications. Le présent document commente les résultats des indicateurs du marché du travail pour la période 2016–2021 et les perspectives pour l'année 2022. Les documents «Définitions» et «Sources statistiques», publiés en complément, offrent respectivement un aperçu global des définitions utilisées dans les statistiques du marché du travail et les aspects méthodologiques des différentes sources de données.

Abréviations dans les graphiques

BIT	Bureau international du travail
CHOM-BIT	Statistique du chômage au sens du BIT
CMT	Comptes globaux du marché du travail
ESPA	Enquête suisse sur la population active
EUROSTAT	Office statistique de l'Union européenne
ESS	Enquête suisse sur la structure des salaires
ISS	Indice suisse des salaires
PIB	Produit intérieur brut
SECO	Secrétariat d'État à l'économie
SPAO	Statistique de la population active occupée
STATEM	Statistique de l'emploi
SVOLTA	Statistique du volume du travail

Table des matières

2016–2021: principales évolutions sur le marché suisse du travail	4
2016–2021: la situation des hommes et des femmes sur le marché du travail	6
2016–2021: main-d'œuvre suisse et main-d'œuvre étrangère	8
2016–2021: les conditions de travail en Suisse	10
Situation du marché du travail au premier trimestre 2022 et perspectives à court terme	12
Le marché suisse du travail en comparaison internationale	14

2016–2021: principales évolutions sur le marché suisse du travail

Après une année 2020 marquée par la crise COVID-19, la situation s'améliore en 2021. Du quatrième trimestre 2020 au quatrième trimestre 2021, le nombre de chômeurs au sens du BIT (Bureau international du travail) ainsi que le nombre de personnes au chômage partiel ont diminué tandis que le nombre de places vacantes a augmenté. En cinq ans, du quatrième trimestre 2016 au quatrième trimestre 2021, le nombre de personnes actives occupées en Suisse a augmenté. Durant la même période, le taux de chômage au sens du BIT de même que le taux de personnes inscrites au chômage (auprès d'un office régional de placement, ORP) ont légèrement diminué, malgré une fluctuation plus forte durant la crise.

Reprise de la conjoncture après une chute historique

Avant la pandémie de COVID-19, la croissance de l'activité économique suisse est restée relativement stable (+0,5% en moyenne par trimestre entre le quatrième trimestre 2016 et le quatrième trimestre 2019). En 2020, la pandémie a provoqué un ralentissement historique de la croissance économique, de sorte que le PIB a reculé de 6,1% au deuxième trimestre par rapport au trimestre précédent. Pendant le troisième trimestre, l'économie s'est rétablie (+6,3%), mais l'embellie fut passagère, puisqu'elle a ensuite connu une faible diminution durant le quatrième trimestre 2020 ainsi que durant le premier trimestre 2021 (−0,1% dans les deux cas). L'économie suisse enregistre à nouveau une croissance positive depuis le deuxième trimestre 2021 (+1,3% en moyenne par trimestre).

Emploi: reprise après une année de pandémie

Selon la statistique de la population active occupée (SPA0), qui repose sur l'enquête auprès des personnes actives (enquête suisse sur la population active, ESPA), le nombre d'actifs occupés a augmenté de 3,3% entre le quatrième trimestre 2016 et le quatrième trimestre 2021, passant de 5 millions à 5,2 millions de personnes. La statistique de l'emploi (STATEM), qui est basée sur une enquête auprès des entreprises des secteurs secondaire et tertiaire, faisait parallèlement état d'une hausse du nombre d'emplois de 6,0%, passant de 4,9 millions à 5,2 millions. Pour l'essentiel, l'augmentation est cependant à mettre sur le compte de la hausse enregistrée jusqu'à fin 2019. Au début de la pandémie, tant le nombre de personnes actives occupées que le nombre d'emplois ont en effet reculé. À la fin de l'année 2020, le marché du travail s'est toutefois rétabli, de sorte que les chiffres sont restés stables entre le quatrième trimestre 2019 et le quatrième trimestre 2020 (−0,3% dans les deux cas). Entre les quatrième trimestres 2020 et 2021, tant le nombre d'actifs occupés que le nombre d'emplois ont augmenté (de respectivement 1,1% et 1,9%).

Diminution du chômage

Considéré sur cinq ans, le taux de chômage au sens du BIT a légèrement diminué passant de 4,6% à 4,4%, et le taux de chômeurs inscrits (dans un office régional de placement ORP) a connu une baisse marquée, passant de 3,5% à 2,6%. La différence

relativement importante entre ces deux taux s'explique par le fait que le premier tient également compte des personnes en recherche d'emploi qui ne sont pas inscrites dans un ORP.

Après un pic à plus de 1,3 million de personnes au chômage partiel au mois d'avril 2020 (29% de la population active occupée), ce nombre a également diminué. Fin 2020, le nombre de personnes travaillant selon un horaire réduit est descendu à 380 000 tandis que fin 2021, elles n'étaient plus que 58 000.

Hausse du nombre de places vacantes

Selon la STATEM, le nombre de places vacantes a augmenté entre le quatrième trimestre 2020 et le quatrième trimestre 2021 (+33 000, +50,2%). Cette croissance annuelle est la plus importante sur l'ensemble de la période sous revue. En 2020, le nombre de places vacantes avait fortement diminué (−16 000 entre le quatrième trimestre 2019 et le quatrième trimestre 2020), mais il s'est ensuite redressé fortement à partir du premier trimestre 2021. Le nombre de places vacantes disponibles au quatrième trimestre 2021 était de 85,5% supérieur à celui enregistré cinq années plus tôt.

36,3% des établissements (pondérés selon le nombre d'emplois) ont indiqué des difficultés de recrutement de main-d'œuvre qualifiée au quatrième trimestre 2021 (+8,2 points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2020). Il s'agit de la croissance annuelle la plus importante sur l'ensemble des 5 dernières années. Cette forte croissance est à remettre dans son contexte: le marché du travail en Suisse a été fortement impacté par la pandémie en 2020, réduisant la demande de travail. Depuis le premier trimestre 2021, la tendance s'est inversée. La comparaison sur ces cinq dernières années révèle également que les entreprises n'ont jamais eu autant de peine à trouver le personnel adéquat que durant le quatrième trimestre 2021 (+7,3 points de pourcentage entre le quatrième trimestre 2016 et le quatrième trimestre 2021).

Décroissance des salaires nominaux et réels

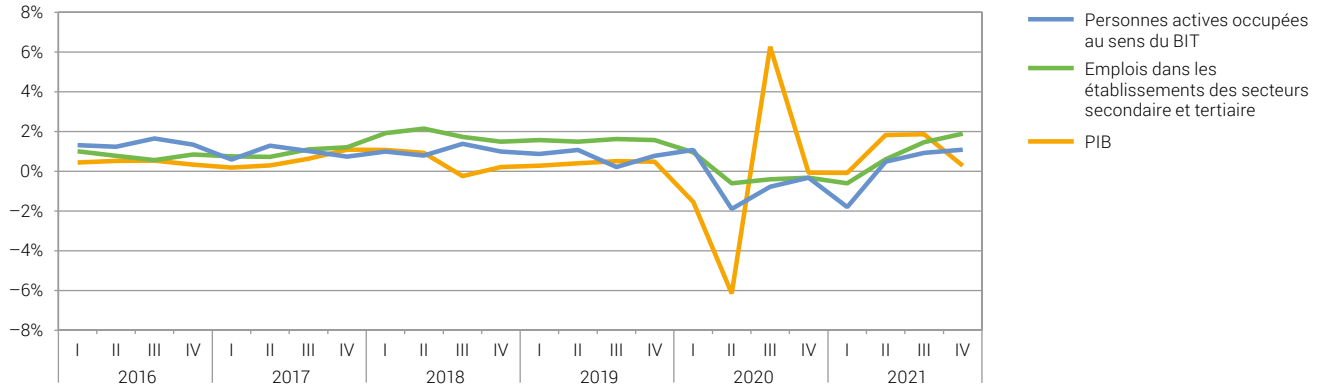
En 2021, les salaires nominaux ont affiché une baisse moyenne de 0,2% par rapport à l'année précédente. En termes réels, avec l'inflation à 0,6% en 2021, le pouvoir d'achat des salaires dans l'ensemble de l'économie a diminué de 0,8% après avoir connu une augmentation dans les dernières années (+0,5% en 2019 et +1,5% en 2020). Le pouvoir d'achat des salaires a baissé pour la quinzième fois depuis la création de l'indice suisse des salaires en 1942. Sur les cinq dernières années, de 2017 à 2021, le rythme annuel moyen de progression des salaires réels, pour l'ensemble des personnes salariées, a été de 0,1%. Sur cette période, les salaires des hommes sont restés stables tandis que les salaires des femmes ont augmenté de +0,3%. La progression plus soutenue de l'indice des salaires des femmes s'inscrit dans une tendance de long terme. Les salaires des femmes se sont rapprochés de ceux des hommes (écart de 23,7% en 1994 vs. 10,8% en 2020 sur la médiane des salaires), mais l'inégalité salariale entre hommes et femmes persiste.

2016–2021: principales évolutions sur le marché suisse du travail

Variation du produit intérieur brut (PIB) en termes réels, du nombre de personnes actives occupées et du nombre d'emplois

En pourcent, de 2016 à 2021

G2.1



Remarque: PIB par rapport au trimestre précédent, le nombre de personnes actives occupées et d'emplois par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente

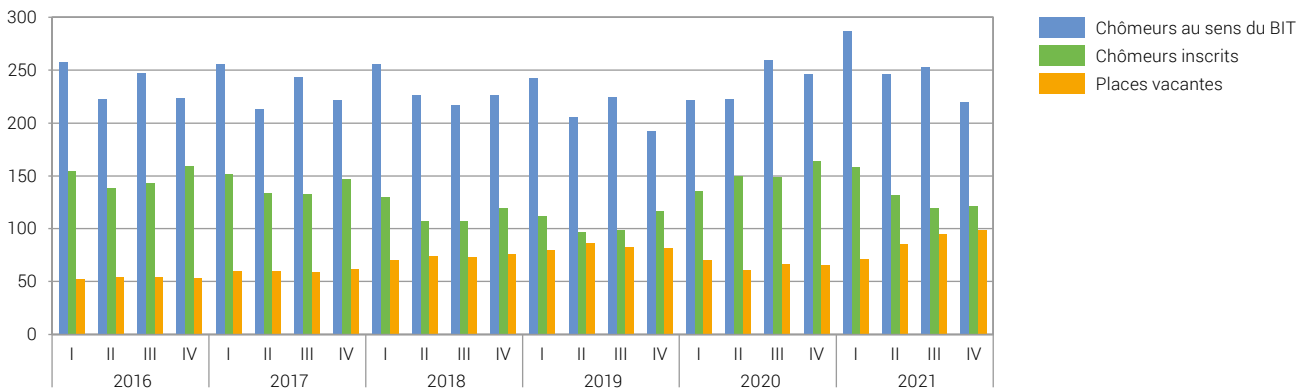
Sources: OFS – Statistique de la population active occupée (SPA0), Statistique de l'emploi (STATEM); SECO

© OFS 2022

Chômeurs au sens du BIT, chômeurs inscrits et places vacantes

En milliers, de 2016 à 2021

G2.2



Remarque: CHOM-BIT: moyennes trimestrielles, SECO et STATEM: valeurs à la fin du trimestre

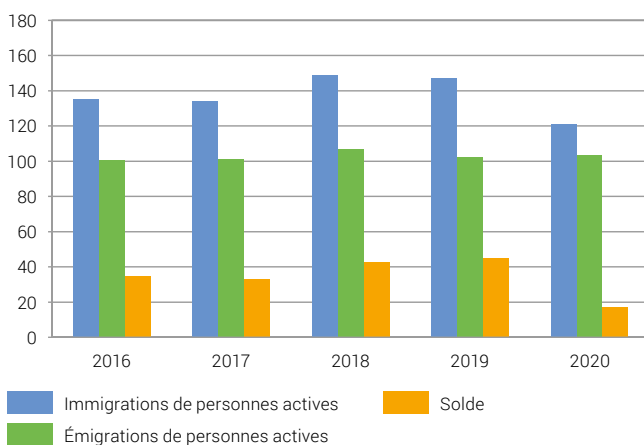
Sources: OFS – Statistique du chômage au sens du BIT (CHOM-BIT), Statistique de l'emploi (STATEM); SECO

© OFS 2022

Migration de main-d'œuvre étrangère

En milliers, de 2016 à 2020

G2.3



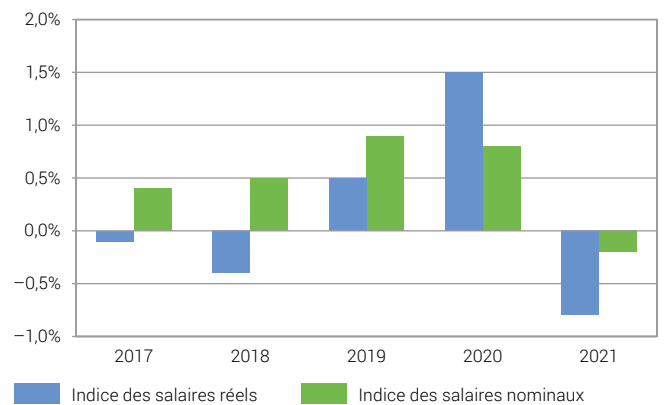
Source: OFS – Comptes globaux du marché du travail (CMT)

© OFS 2022

Variation de l'indice des salaires nominaux et réels

En pourcent, de 2017 à 2021

G2.4



Remarque: Par rapport à l'année précédente

Source: OFS – Indice suisse des salaires (ISS)

© OFS 2022

2016–2021: la situation des hommes et des femmes sur le marché du travail

Entre 2016 et 2021, la proportion des femmes participant au marché du travail a augmenté. En 2021, les femmes restent cependant nettement plus nombreuses que les hommes à exercer une activité professionnelle à temps partiel (58,1% contre 18,1%). Le taux de chômage au sens du BIT des hommes et des femmes a diminué jusqu'au premier trimestre 2020, mais il a ensuite enregistré une forte hausse jusqu'au troisième trimestre 2021. Considéré sur une période de cinq ans, le taux de chômage BIT est resté inchangé chez les hommes (4,4%), mais il a reculé de 0,3 point de pourcentage chez les femmes (atteignant 4,5%). Une comparaison des salaires médians en équivalents plein temps révèle que l'écart salarial entre les femmes et les hommes s'élève à 10,8% en 2020, et que seule une partie de cette différence s'explique par des critères objectifs.

Le temps partiel progresse chez les hommes

Le temps partiel est nettement plus répandu chez les femmes que chez les hommes. Au quatrième trimestre 2021, 58,1% des femmes actives occupées travaillaient à temps partiel (autrement dit à un taux d'occupation inférieur à 90%), soit 0,6 point de pourcentage de moins qu'au quatrième trimestre 2016. Chez les hommes, ce taux a progressé de 0,9 point depuis fin 2016 pour se situer à 18,1%. La distribution inégale du temps partiel est une des raisons qui expliquent que la part des femmes au volume total des heures effectives de travail n'ait été que de 38,9% en 2021. Au quatrième trimestre 2021, on dénombrait 456 000 hommes travaillant à temps partiel contre 1,3 million de femmes.

Les femmes travaillent plus souvent dans le secteur des services que les hommes

Pour les deux sexes, le nombre de personnes actives occupées a suivi une évolution comparable dans le secteur tertiaire, mais légèrement différente dans le secteur secondaire entre le quatrième trimestre 2016 et le quatrième trimestre 2021: tandis que le nombre de femmes occupées dans le secteur secondaire a augmenté de 1,6%, le nombre d'hommes est resté inchangé. Celui des hommes et des femmes occupés dans le secteur tertiaire a nettement progressé (respectivement +5,1% et +5,7%). Proportionnellement, les femmes travaillent bien plus fréquemment que les hommes dans le secteur des services au quatrième trimestre 2021 (88,2% de toutes les femmes actives occupées contre 68,4% pour les hommes). Seulement 10,3% des femmes travaillent dans l'industrie et 1,5% dans l'agriculture. Parmi les hommes actifs occupés, 28,8% travaillent dans l'industrie et 2,8% dans l'agriculture.

Léger accroissement de la part des femmes au sein de la population active

Entre le quatrième trimestre 2016 et le quatrième trimestre 2021, le nombre de personnes actives (les actifs occupés et les chômeurs selon le BIT, correspondent ensemble à l'offre de travail) a progressé de 1,2% chez les hommes (pour atteindre 2,6 millions) et de 3,3% chez les femmes (pour atteindre 2,3 millions). En cinq ans, la part de ces dernières dans la population active

a ainsi légèrement augmenté (+0,5 point, pour atteindre 47,1%). Le nombre de femmes actives occupées a progressé nettement plus que celui des hommes (+3,6% contre +1,2%).

Baisse du taux de chômage des femmes

Entre le quatrième trimestre 2016 et le quatrième trimestre 2021, le taux de chômage au sens du BIT a reculé chez les femmes (de 4,8% à 4,5%), mais il est resté inchangé chez les hommes (4,4%). Les deux taux se sont ainsi rapprochés. Au quatrième trimestre 2020, année marquée par la pandémie, le taux de chômage était plus important chez les femmes (5,4%) que chez les hommes (4,5%). L'impact initial de la pandémie était ainsi plus marqué chez les femmes (+1,2 point de pourcentage entre le quatrième trimestre 2019 et le quatrième trimestre 2020) que chez les hommes (+0,8 point pour la même période). L'écart s'est ensuite réduit en 2021 de sorte que la différence séparant hommes et femmes était de 0,1 point de pourcentage à la fin de l'année.

Les inégalités salariales entre les femmes et les hommes diminuent progressivement

En 2020, le salaire mensuel médian des femmes dans l'économie totale se montait à 6211 francs et celui des hommes à 6963 francs. La différence salariale a diminué depuis 2014, passant de 12,5% à 12,0% en 2016, à 11,5% en 2018 et à 10,8% en 2020. Dans le secteur privé, les femmes ont gagné en 2020 13,8% de moins que les hommes alors que dans le secteur public cette différence globale est de 10,5%.

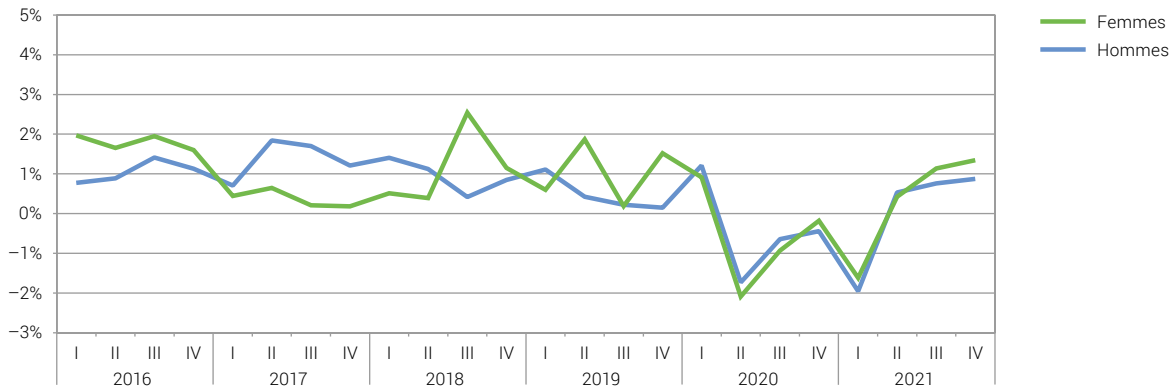
Selon une analyse mandatée par l'Office fédéral de la statistique, 54,6% de la différence salariale (moyenne arithmétique) en 2018 dans l'économie totale peut s'expliquer par des facteurs objectifs comme le niveau hiérarchique, l'ancienneté ou la formation. 45,4% de l'écart salarial reste inexpliqué.

2016–2021: la situation des hommes et des femmes sur le marché du travail

Variation du nombre d'actifs occupés selon le sexe

En pourcent, de 2016 à 2021

G2.5



Remarque: Par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente

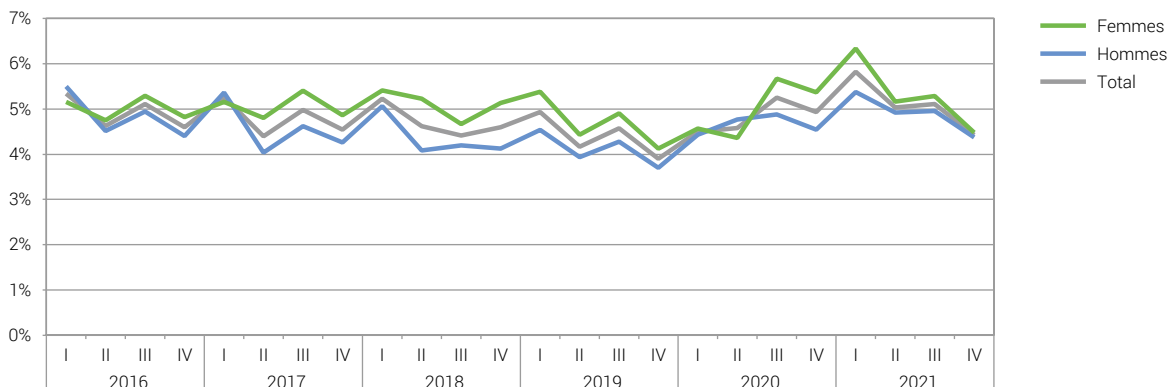
Source: OFS – Statistique de la population active occupée (SPA0)

© OFS 2022

Taux de chômage au sens du BIT selon le sexe

En pourcent, de 2016 à 2021

G2.6



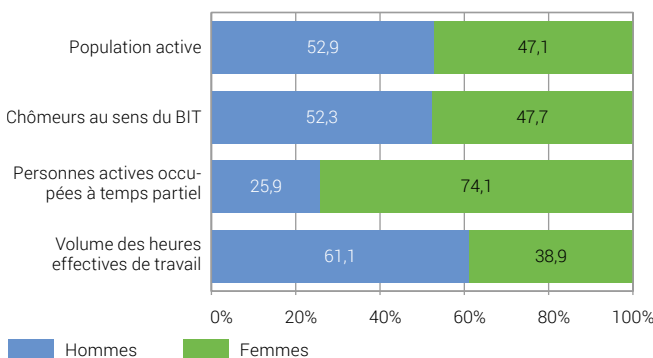
Source: OFS – Statistique du chômage au sens du BIT (CHOM-BIT)

© OFS 2022

Répartition de la population active selon le sexe

En pourcent, 2021

G2.7



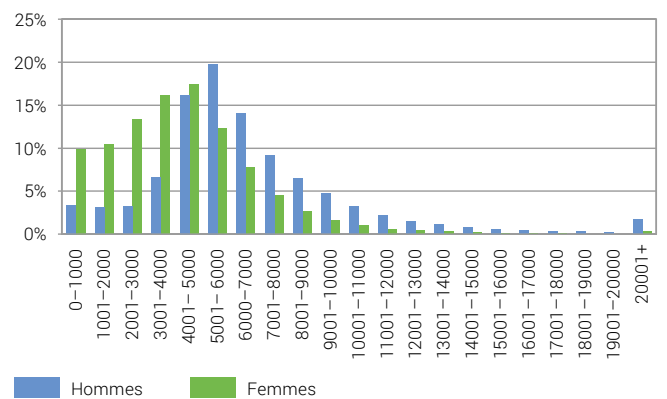
Remarque: Personnes actives, chômeurs au sens du BIT et personnes actives occupées à temps partiel: moyennes trimestrielles, volume des heures effectives de travail: valeurs annuelles

Sources: OFS – Statistique de la population active occupée (SPA0), Statistique du chômage au sens du BIT (CHOM-BIT), Enquête suisse sur la population active (ESPA), Statistique sur le volume du travail (SVOLTA) © OFS 2022

Distribution des salariés selon les classes de salaires et le sexe (secteur privé et secteur public ensemble)

En pourcent, 2020

G2.8



Remarque: Salaire mensuel net en francs

Source: OFS – Enquête sur la structure des salaires (ESS)

© OFS 2022

2016–2021: main-d'œuvre suisse et main-d'œuvre étrangère

Depuis 2001, la Suisse connaît une forte immigration de main-d'œuvre étrangère. De 2016 à 2021, le nombre de personnes actives de nationalité étrangère a fortement augmenté, tandis que celui des personnes actives de nationalité suisse n'a augmenté que faiblement. Sans les naturalisations, la différence serait encore plus marquée. Sur l'ensemble de la période sous revue, le taux de chômage au sens du BIT des étrangers était deux à trois fois plus élevé que celui des Suisses. Les salaires de ces derniers sont globalement plus élevés que ceux des travailleurs étrangers, sauf dans les postes à niveau de responsabilité élevé.

L'immigration de main-d'œuvre étrangère reste importante

Entre le quatrième trimestre 2016 et le quatrième trimestre 2021, le nombre de personnes actives de nationalité étrangère (étrangers actifs occupés et étrangers chômeurs au sens du BIT confondus) a progressé nettement plus que celui des personnes actives de nationalité suisse (+8,5% à 1,8 million contre +0,6% à 3,6 millions). La progression du nombre de travailleurs étrangers est le résultat d'une forte immigration: sur l'ensemble de la période 2016 à 2020 (cumul sur 5 ans), les immigrations de main-d'œuvre étrangère ont dépassé de 173 000 personnes les émigrations. Le solde migratoire annuel des actifs étrangers a cependant diminué de moitié, passant de 35 000 à 17 000 personnes entre 2016 et 2020. Les migrations d'actifs de nationalité suisse présentaient par contre un solde négatif de 21 000 personnes sur 5 ans. Les naturalisations jouent un rôle sur la structure de la population active: de 2016 à 2020, quelques 125 000 personnes actives étrangères ont acquis la nationalité suisse. Sans ces naturalisations, l'effectif de la population active étrangère aurait augmenté de 16,1% entre 2016 et 2021, alors que celui de la population active suisse aurait enregistré un recul (-2,9%). Au quatrième trimestre 2021, la part des étrangers au sein de la population active représentait 33,2% contre 31,5% cinq ans plus tôt.

Le chômage touche davantage les personnes étrangères

Au quatrième trimestre 2021, la population active de nationalité suisse se composait de 3,5 millions de personnes actives occupées et de 116 000 personnes au chômage au sens du BIT. Le taux de chômage au sens du BIT de la population de nationalité suisse s'élevait ainsi à 3,2%. Ce taux a varié entre 3,0% (quatrième trimestre 2019) et 4,3% (quatrième trimestre 2021) au cours de la période sous revue. Le taux de chômage au sens du BIT de la population étrangère était plus élevé. 1,7 million de personnes de nationalité étrangère étaient actives occupées et 104 000 étaient au chômage au quatrième trimestre 2021. Le taux de chômage au sens du BIT de la population de nationalité étrangère se montait de la sorte à 7,6%. Par rapport au quatrième trimestre 2016 (8,3%), il a néanmoins reculé.

Moins de temps partiel chez les étrangers

Entre le quatrième trimestre 2016 et le quatrième trimestre 2021, la part des personnes travaillant à temps partiel a augmenté tant au sein de la main-d'œuvre suisse (+0,4 point pour atteindre

40,2%) qu'au sein de la main-d'œuvre étrangère (+1,3 point pour atteindre 28,0%). Ce mode de travail est très répandu chez les femmes, mais il l'est bien plus chez les Suissesses que chez les étrangères: au quatrième trimestre 2021, les premières étaient 61,2% à travailler à temps partiel, les secondes 48,7%. Chez les hommes, les proportions correspondantes étaient de 20,3% et de 12,6%. La plupart des personnes actives occupées de nationalité étrangère sont salariées (94,6% contre 89,8% des actifs occupés suisses). Seuls 5,4% ont le statut d'indépendants ou travaillent dans l'entreprise familiale, soit un taux nettement inférieur à celui des personnes actives occupées de nationalité suisse (10,2%). Cet écart par rapport aux Suisses est lié à différents facteurs: à la problématique de l'intégration s'ajoute l'impossibilité pour la grande majorité des personnes étrangères de la première génération de reprendre une entreprise en mains familiales. Comparée à la population suisse, une part relativement importante de la population de nationalité étrangère est par ailleurs âgée de moins de 40 ans (alors que la proportion d'indépendants est bien plus élevée chez les 40 à 64 ans que chez les moins de 40 ans).

La part des travailleurs étrangers frontaliers augmente

La structure de la population active occupée de nationalité étrangère selon l'autorisation de résidence n'a que peu changé au cours des cinq dernières années. Si la part des frontaliers titulaires du livret G a légèrement augmenté (de 1,0 point pour atteindre 21,2%), celle des titulaires d'une autorisation d'établissement (livret C) a légèrement diminué (de 0,1 point pour atteindre 46,6%). Le constat est le même pour les titulaires d'une autorisation de séjour (livret B) avec un recul de 0,5 point pour atteindre 27,9% et de 1,0 point pour atteindre 2,1% pour les titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée (livret L).

Salariés étrangers: disparités salariales selon les permis de séjour

En 2020, dans l'ensemble de l'économie, les salaires mensuels médians des personnes salariées de nationalité suisse ont été supérieurs à ceux versés à la main-d'œuvre étrangère (6988 francs contre 6029 francs). Globalement, ce différentiel salarial en faveur des salariés suisses par rapport au personnel étranger se retrouve quelle que soit la catégorie de permis de séjour.

Aux postes à haute responsabilité, les salariés étrangers sont en revanche mieux rémunérés que les salariés de nationalité suisse. Parmi les cadres supérieurs, les frontaliers et les frontalières touchent 10 692 francs, les bénéficiaires d'une autorisation de séjour 12 268 francs et les salariés suisses 10 346 francs.

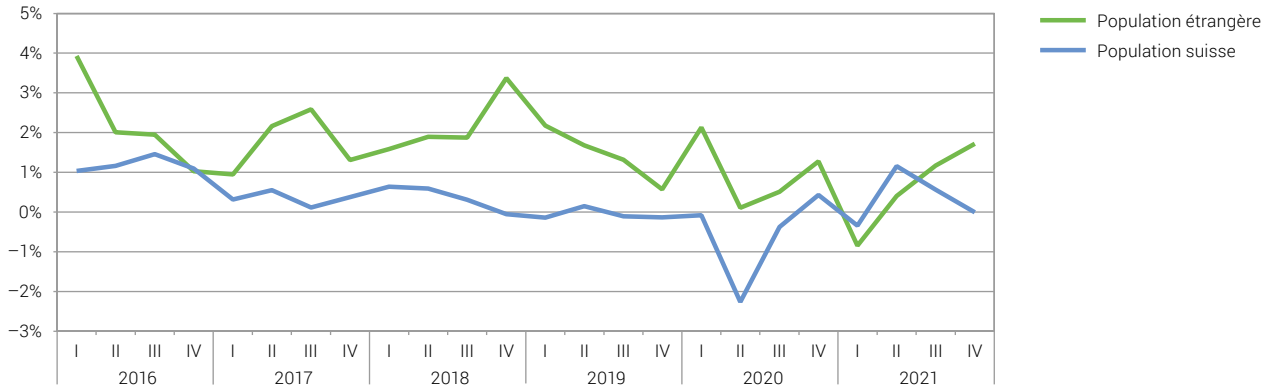
Cette situation s'inverse lorsque l'on considère les postes de travail dépourvus de responsabilité hiérarchique. Avec 6345 francs, la rémunération des salariés de nationalité suisse est supérieure aux salaires versés à la main-d'œuvre étrangère: 5773 francs pour les frontaliers et 5287 pour les bénéficiaires d'une autorisation de séjour.

2016–2021: main-d'œuvre suisse et main-d'œuvre étrangère

Variation de la population active selon la nationalité

En pourcent, de 2016 à 2021

G2.9



Remarque: Par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente

Sources: OFS – Statistique de la population active occupée (SPA0), Statistique du chômage au sens du BIT (CHOM-BIT)

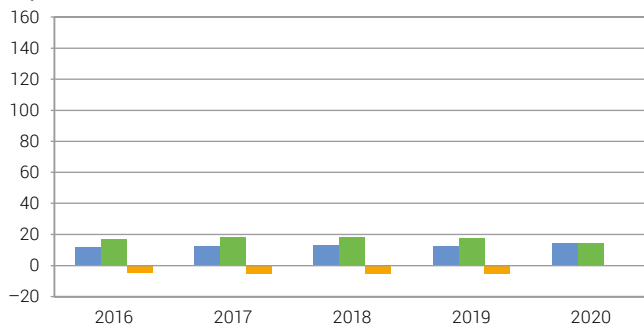
© OFS 2022

Migration de personnes actives selon la nationalité

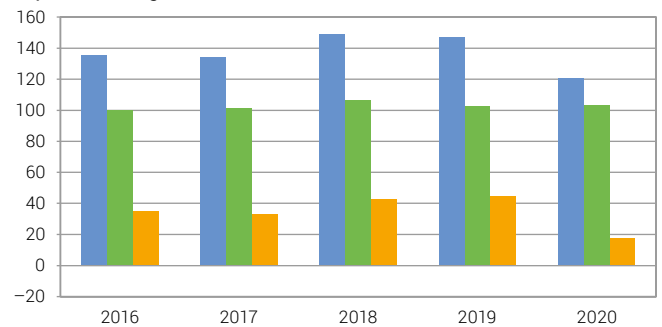
En milliers, de 2016 à 2020

G2.10

Population suisse



Population étrangère



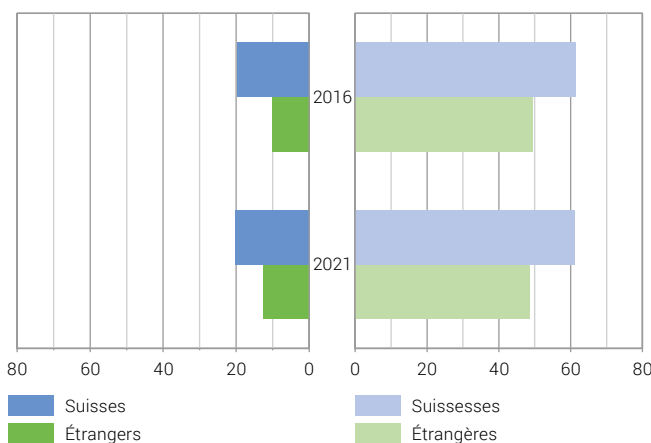
■ Immigrations de personnes actives ■ Émigrations de personnes actives ■ Solde

Source: OFS – Comptes globaux du marché du travail (CMT)

© OFS 2022

Actifs occupés à temps partiel selon le sexe et la nationalité

En pourcent des actifs occupés, 4^{ème} trimestre 2016 et 4^{ème} trimestre 2021 G2.11



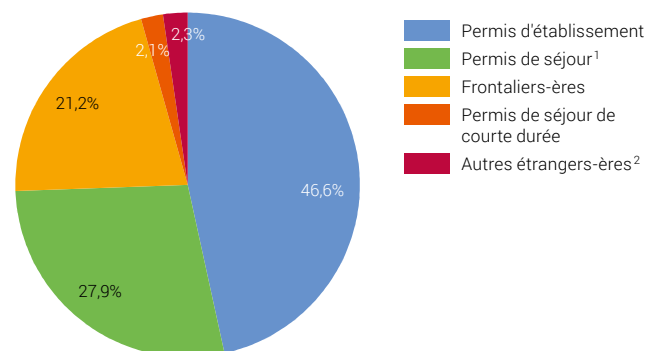
Source: OFS – Enquête suisse sur la population active (ESPA)

© OFS 2022

Personnes actives occupées de nationalité étrangère selon l'autorisation de résidence

En pourcent, 4^{ème} trimestre 2021

G2.12



¹ y compris les étrangers titulaires d'une autorisation de courte durée qui vivent depuis plus de 12 mois en Suisse

² Personnes dans le processus d'asile, personnel des ambassades, des consulats et de la marine suisses, ressortissants de l'UE/AELE exerçant une activité salariée auprès d'un employeur suisse pendant 90 jours au maximum par année civile

Source: OFS – Statistique de la population active occupée (SPA0)

© OFS 2022

2016–2021: les conditions de travail en Suisse

Les conditions de travail en Suisse ont changé entre 2016 et 2021. Le temps de travail effectif a diminué. Au cours de la même période, on a observé une progression des horaires de travail flexibles, du nombre de contrats à durée déterminée ainsi que du travail à domicile. La part des travailleurs actifs occupés exerçant plusieurs emplois est quant à elle restée stable.

La durée annuelle effective du travail diminue

Entre 2016 et 2021, la durée annuelle effective du travail par emploi a poursuivi sa diminution pour s'établir à 1435 heures par emploi, soit une baisse de 2,8% sur 5 ans. Après une diminution plus marquée entre 2019 et 2020 en raison de la pandémie de COVID-19 (-3,0%), le nombre d'heures effectivement travaillées par emploi a augmenté entre 2020 et 2021 (+2,6%).

Sur cinq ans, la durée annuelle effective du travail a baissé plus fortement chez les hommes (-3,5%) que chez les femmes (-1,5%). La baisse a été plus élevée chez les indépendants (-7,4%) que chez les salariés (-2,7%).

En considérant uniquement les salariés occupés à plein temps, la durée hebdomadaire effective du travail a diminué entre 2016 et 2021 (-105 minutes pour s'établir à 39 heures et 16 minutes). À noter qu'après avoir enregistré une forte baisse entre 2019 et 2020 (-7,7%), le nombre d'heures a ensuite augmenté entre 2020 et 2021 (+4,0%).

Les horaires de travail flexibles augmentent

En 2021, 46,8% des salariés travaillaient selon un horaire flexible (contre 44,7% en 2016).

Les hommes bénéficiaient d'un tel horaire plus souvent que les femmes (51,2% contre 42,0%), mais la part des femmes dans ce domaine a progressé plus fortement depuis 2016 (+3,3 points de pourcentage) que celle des hommes (+0,9 point).

Les femmes partagent plus souvent un même emploi avec une autre personne

En 2021, 9,6% des salariés à temps partiel travaillaient en job sharing (partage d'un poste et de ses responsabilités entre 2 personnes avec en général un seul descriptif de poste). Par rapport à 2016, il s'agit d'une diminution de 0,2 point. Les femmes à temps partiel sont plus nombreuses à travailler selon cette modalité (10,3%) que les hommes (7,1%). Le nombre de personnes travaillant en job sharing est marqué dans l'enseignement, où 18,8% de tous les salariés à temps partiel se partagent un poste.

Les jeunes salariés ont plus souvent un contrat de durée limitée

En 2021, 8,8% des salariés avaient un contrat de travail de durée limitée, contre 7,9% en 2016. Cette part est plus élevée chez les femmes (9,6%) que chez les hommes (8,1%). Ce type de contrat est le plus répandu chez les salariés de 15 à 24 ans (27,4%, sans les apprentis).

La multiactivité reste stable

En 2021, 7,9% des personnes actives occupées avaient plus d'un emploi. Au cours des cinq dernières années, la part des multiactifs est restée inchangée.

Les femmes occupaient plusieurs emplois plus souvent que les hommes. Ainsi en 2021, elles étaient près de deux fois plus nombreuses que les hommes à être dans ce cas (10,2% contre 5,8%).

Les jeunes actifs occupés changent d'emploi plus souvent

Entre 2016 et 2021, la mobilité professionnelle s'est légèrement accrue en Suisse. Au total, 12,4% des personnes actives occupées ont changé d'emploi en 2021 (contre 12,0% en 2016), dont 3,4% sont restés au sein de la même entreprise tandis que les 9,1% restants ont rejoint une autre entreprise.

Le taux de changement d'emploi ne diffère guère entre femmes et hommes (12,6% contre 12,3%). La mobilité professionnelle diminue cependant nettement avec l'âge: si environ un cinquième des 15 à 24 ans (21,6%) et des 25 à 39 ans (17,7%) ont changé d'emploi en 2021, la part correspondante n'atteignait plus que 4,9% chez les 55 à 64 ans.

Forte progression du travail à domicile en 2021

Dans le cadre des mesures destinées à lutter contre la pandémie de COVID-19, la part des personnes pratiquant le travail à domicile¹ s'est considérablement accrue. Si environ un quart (28,7%) des salariés travaillaient au moins occasionnellement depuis chez eux en 2019, leur part est passée à 41,6% en 2021 (moyenne annuelle). Un pic à 45,3% a été enregistré durant le deuxième trimestre 2020, puis cette proportion a diminué.

Hausse du nombre de personnes salariées assujetties aux conventions collectives de travail (CCT) et contrats type de travail (CTT)

Au 1^{er} mars 2018, 581 CCT comptant un peu plus de 2,1 millions de personnes salariées assujetties ont été recensées. 566 CCT étaient des CCT avec des dispositions normatives (1,9 million de personnes assujetties) et 15 CCT sans dispositions normatives (200 000 personnes assujetties).

Concernant les CTT en Suisse édictées par le Conseil fédéral ou les cantons, 103 CTT étaient en vigueur au 1^{er} mars 2018. Cela correspond à 77 CTT ordinaires et 26 CTT prévoyant des salaires minimaux impératifs au sein d'une branche économique ou d'une profession dont les salaires usuels font l'objet d'une sous-enchère abusive et répétée.

Dans le cadre des principales Conventions Collectives de Travail (CCT), c'est-à-dire celles qui comptent au moins 1500 personnes assujetties, les partenaires sociaux ont convenu pour 2021 d'une hausse nominale des salaires effectifs de 0,4% en moyenne (2020: 0,9%; 2019: 1,1%; 2018: 0,9% et 2017: 0,5%). Les CCT assurent une augmentation salariale souvent plus élevée de celle observée pour l'ensemble des personnes salariées.

Pour l'année 2021, trois cas de grève ont été recensés et ont impliqué un total de 790 travailleurs. Cela correspond à 3190 journées de travail non effectuées.

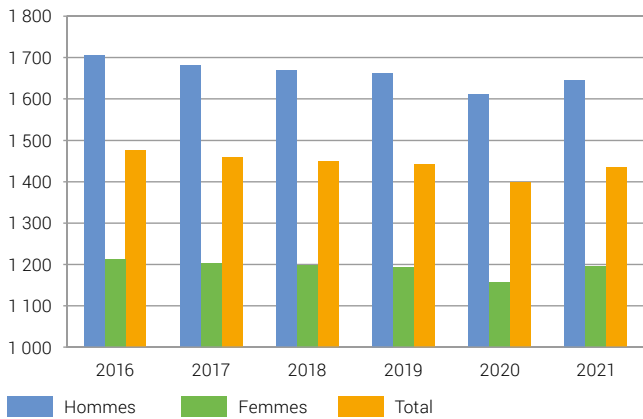
¹ Il faut distinguer le «travail à domicile» du «télétravail à domicile». Le premier terme qualifie toute activité professionnelle réalisée à domicile, alors que le second s'emploie spécifiquement lorsqu'Internet est utilisé pour échanger des informations avec l'employeur ou les clients. En d'autres termes, le «télétravail à domicile» est une forme de «travail à domicile».

2016–2021: les conditions de travail en Suisse

Durée annuelle effective du travail selon le sexe

De 2016 à 2021

G2.13



Remarque: En heures par emploi

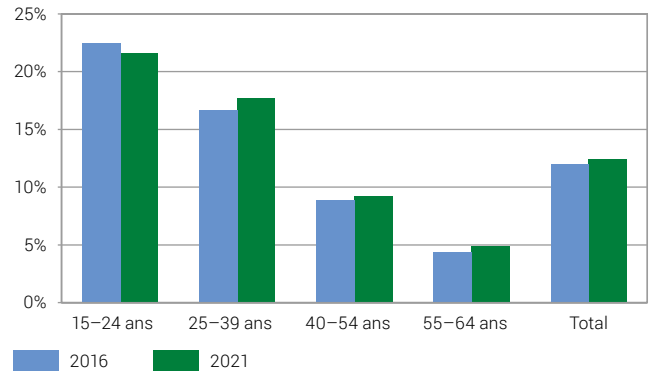
Source: OFS – Statistique sur le volume du travail (SVOLTA)

© OFS 2022

Part des actifs occupés avec changement d'emploi au cours de la dernière année selon le group d'âge

En pourcent, 2016 et 2021

G2.14



Remarque: Taux de rotation net

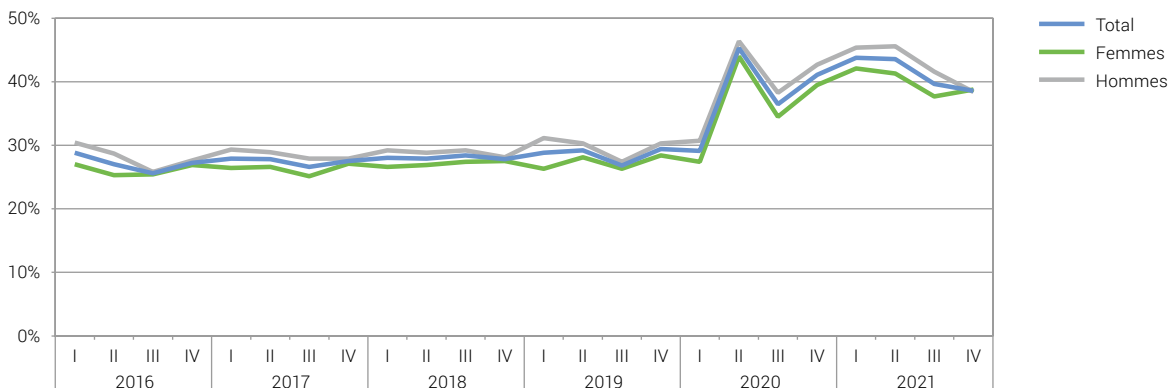
Source: OFS – Enquête suisse sur la population active (ESPA)

© OFS 2022

Variation de la population active occupée travaillant au moins occasionnellement depuis son domicile selon le sexe

En pourcent, de 2016 à 2021

G2.15



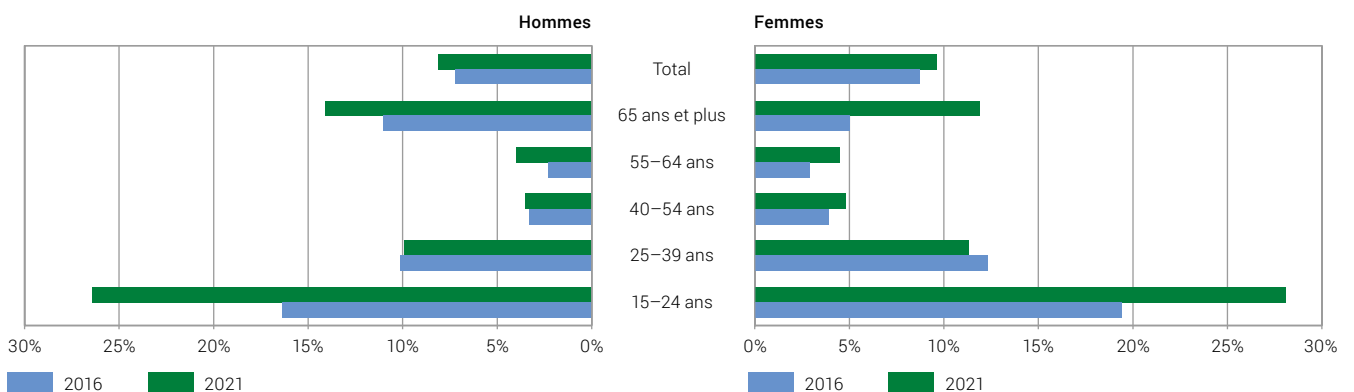
Source: OFS – Enquête suisse sur la population active (ESPA)

© OFS 2022

Part des salariés (sans les apprentis) avec un contrat à durée déterminée selon le sexe et l'âge

2016 et 2021

G2.16



Source: OFS - Enquête suisse sur la population active (ESPA)

© OFS 2022

Situation du marché du travail au premier trimestre 2022 et perspectives à court terme

Le nombre des actifs occupés a augmenté au premier trimestre 2022 par rapport au même trimestre de l'année précédente. Le taux de chômage, tant au sens du BIT que du SECO, ainsi que le nombre de personnes au chômage partiel ont reculé. L'évolution de ces indicateurs reflète l'amélioration sur le marché du travail suisse qui a été marqué par la crise du COVID-19 en 2020 et 2021. Les prévisions d'évolution de l'emploi étaient par ailleurs optimistes à la fin du premier trimestre 2022: l'économie totale offrait 43 000 places vacantes de plus qu'au premier trimestre 2021 (+60,4%) et l'indicateur des prévisions d'évolution de l'emploi était à la hausse (+3,9% par rapport au premier trimestre 2021).

Hausse du nombre de personnes actives occupées et d'emplois

Le nombre des actifs occupés a progressé de 84 000 ou de 1,7% entre les premiers trimestres 2021 et 2022. Ce nombre a augmenté tant chez les hommes (+1,4%, atteignant 2,8 millions) que chez les femmes (+2,0%, atteignant 2,3 millions). Par ailleurs, la croissance est plus faible pour les personnes actives occupées de nationalité suisse (+0,5%) que pour celles de nationalité étrangère (+4,1%). Chez ces dernières, le nombre d'actifs occupés s'est principalement accru chez les titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée L (+7,2%), chez les titulaires d'une autorisation de séjour C (+7,0%) ainsi que chez les frontaliers (+5,6%).

Entre les premiers trimestres 2021 et 2022, le nombre d'emplois dans les secteurs secondaire et tertiaire a aussi progressé (+2,5%)². L'évolution du nombre d'emplois diffère selon les branches économiques, qui n'ont pas toutes été impactées de la même manière par la pandémie de COVID-19 et les mesures de protection de la population. Le recul le plus net a été enregistré dans les transports par eau et les transports aériens (-4,3%) ainsi que dans la fabrication de textiles (-3,6%). À l'inverse, l'emploi a notamment progressé dans l'hôtellerie et la restauration (+9,8%) et dans la recherche scientifique (+7,8%).

Diminution du nombre de personnes au chômage

Au premier trimestre 2022, 228 000 personnes étaient au chômage en Suisse selon la définition du Bureau international du Travail (BIT). Ces chômeurs au sens du BIT représentaient 4,6% de la population active, contre 5,8% au premier trimestre 2021. Le taux de chômage selon le SECO se situait à 2,4% fin mars 2022, soit un niveau inférieur de 1 point de pourcentage à celui de fin mars 2021. Ce taux représente en chiffres absolus quelques 110 000 personnes enregistrées au premier trimestre 2022 comme chômeurs dans un office régional de placement et une diminution de près de 50 000 personnes par rapport à 12 mois auparavant.

L'assouplissement des mesures relatives à la pandémie de COVID-19 a permis de diminuer le chômage partiel: en mars 2022, 22 000 personnes travaillaient selon un horaire réduit alors qu'elles étaient 430 000 une année auparavant. Le recours aux indemnités en cas de travail réduit a également diminué de manière significative au cours du premier trimestre 2022.

Hausse du nombre de places vacantes

Au premier trimestre 2022, 114 000 places vacantes ont été recensées dans les secteurs secondaire et tertiaire, soit 43 000 de plus que le même trimestre de l'année précédente (+60,4%). La hausse est nette tant dans le secteur secondaire (+50,0%) que dans le secteur tertiaire (+64,1%). La part des établissements ayant eu des difficultés à recruter du personnel qualifié a aussi progressé de façon marquée (+8,7 points pour atteindre 37,5%) par rapport au premier trimestre 2021.

Emploi: prévisions optimistes à la fin du premier trimestre 2022

L'indicateur des prévisions d'évolution de l'emploi, qui représente les attentes des entreprises quant à l'évolution de l'emploi dans les trois mois suivants, a progressé entre les premiers trimestres 2021 et 2022 (+3,9%). L'amélioration a été observée aussi bien dans le secteur secondaire (+4,9%), que dans le secteur tertiaire (+3,7%). Les branches dans lesquelles les prévisions ont le moins progressé sont les services administratifs et de soutien (+0,5%) l'administration publique (+0,7%) et l'enseignement (+0,8%). À l'inverse, les prévisions ont le plus augmenté dans l'hébergement et la restauration (+12,2%) ainsi que dans la fabrication de machines (+12,1%).

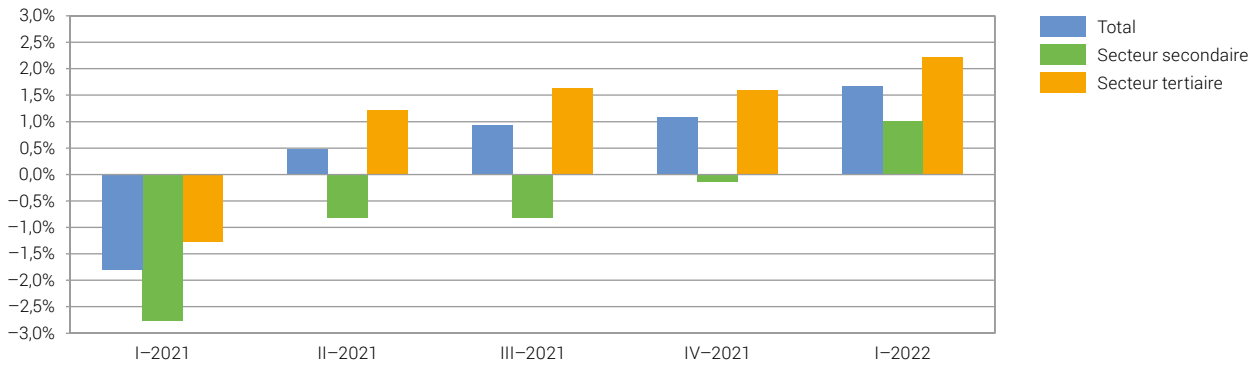
² Les évolutions différentes du nombre des actifs occupés (statistique de la population active occupée, SPAO) et du nombre des emplois (statistique de l'emploi, STATEM) peuvent, entre autres, résulter des différences quant à l'univers de base (ménages pour la première et entreprises pour la seconde), à l'unité statistique (personnes pour la première et emplois pour la seconde) et quant à la période de référence (moyenne trimestrielle pour la première et fin du trimestre pour la seconde). Lorsque la conjoncture se détériore, la SPAO tend à donner souvent une image plus positive que la STATEM, ou plus négative lorsque la conjoncture s'améliore.

Situation du marché du travail au premier trimestre 2022 et perspectives

Variation du nombre d'actifs occupés selon le secteur économique

En pourcent, du 1^{er} trimestre 2021 au 1^{er} trimestre 2022

G2.17



Remarque: Par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente

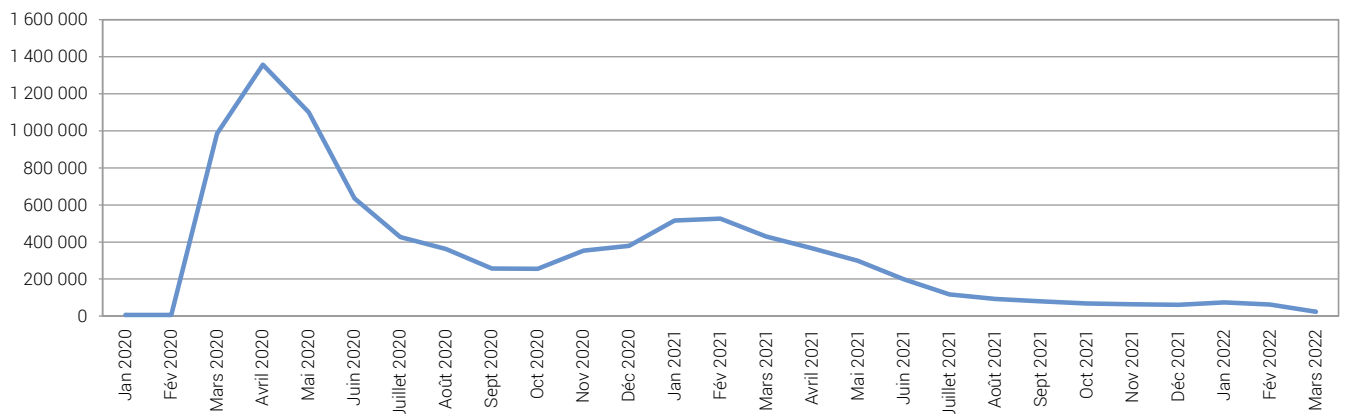
Source: OFS – Statistique de la population active occupée (SPA0)

© OFS 2022

Réduction de l'horaire de travail: employés décomptés

De janvier 2020 à mars 2022

G2.18

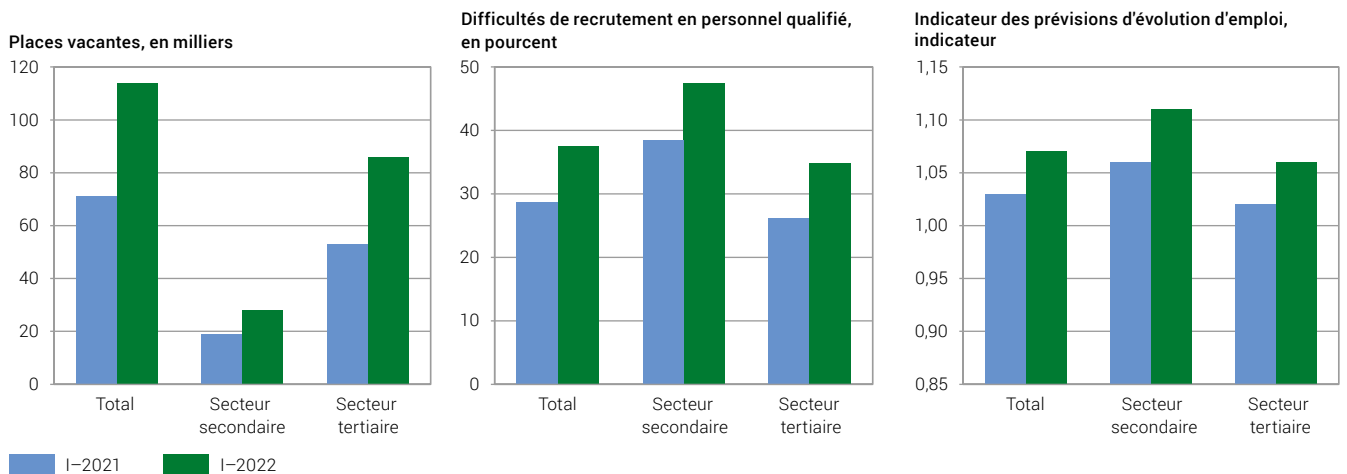


Source: SECO (juin 2022)

© OFS 2022

Places vacantes, Difficultés de recrutement en personnel qualifié, Indicateur des prévisions d'évolution d'emploi¹

G2.19



¹ L'échelle va de 0,50 (réduction) à 1,50 (augmentation), en passant par 1,0 (maintien)

Source: OFS – Statistique de l'emploi (STATEM)

© OFS 2022

Le marché suisse du travail en comparaison internationale

Le marché suisse du travail est performant en comparaison internationale. Le taux d'activité et la participation des femmes à la vie active figurent tous deux parmi les plus élevés d'Europe. La participation à la vie active des femmes relativement élevée s'explique par la fréquence du travail à temps partiel: la part des personnes actives occupées à temps partiel est nettement plus grande en Suisse que dans la plupart des autres pays européens. Les salaires en Suisse, convertis en euros, sont plus élevés que dans les pays de l'UE. Si l'on convertit les salaires en standards de pouvoir d'achat pour tenir compte des écarts entre les niveaux de prix, les différences s'estompent.

Taux d'activité élevé en Suisse

Au quatrième trimestre 2021, le taux d'activité de la population de 15 ans ou plus se situait à 67,8% en Suisse, soit l'un des taux les plus élevés d'Europe. Seule l'Islande atteignait un taux d'activité plus élevé (73,4%), tandis que les pays voisins de la Suisse affichaient des taux nettement plus faibles (Allemagne et Autriche: 61,3%; France: 56,1%, Italie: 49,2%). L'Italie possède le taux d'activité le plus bas d'Europe, juste avant la Roumanie (51,3%), la Croatie (51,5%) et la Grèce (51,6%). La moyenne de l'UE se situe à 57,4%.

Forte participation des femmes à la vie active en Suisse et dans les pays nordiques

La participation des femmes à la vie active varie fortement d'un pays à l'autre. En Italie, deux cinquièmes des femmes de 15 ans et plus (40,9%) sont actives, tandis que les pays du Nord de l'Europe affichent les taux les plus élevés (Islande: 69,2%; Pays-Bas: 63,0%; Norvège: 62,6%; Suède: 62,3%). En moyenne européenne, une femme sur deux est active (51,7%). Comparée aux pays européens, la Suisse arrive en troisième position avec un taux de 62,9%; dans les pays voisins, la participation des femmes à la vie active est nettement plus basse (Allemagne et Autriche: 56,3%; France: 52,3%). En Suisse, la participation des femmes à la vie active est favorisée par une offre importante d'emplois à temps partiel. Dans notre pays, 39,4% des personnes actives occupées travaillent à temps partiel (femmes: 61,5%). Seuls les Pays-Bas affichent une proportion plus élevée (43,4%; femmes: 65,0%). La part des personnes actives occupées à temps partiel est particulièrement faible en Bulgarie (1,8%; femmes: 2,3%), en Roumanie (3,4%; femmes: 3,1%) et en Slovaquie (3,6%; femmes: 4,8%).

La participation des hommes à la vie active est plus élevée que celle des femmes dans tous les pays considérés. Elle atteint sa valeur la plus élevée en Islande (77,4%), qui est suivie par la Suisse (72,8%). Elle est nettement plus basse dans les pays voisins de la Suisse (Autriche: 66,6%; Allemagne: 66,4; France: 60,1%; Italie: 58,1%) et se monte à 63,6% en moyenne européenne.

Taux de chômage relativement faible en Suisse

Entre le quatrième trimestre 2020 et le quatrième trimestre 2021, le taux de chômage au sens du BIT a progressé de 0,5 point en Suisse pour atteindre 4,4%. Le taux moyen de l'UE a quant à lui diminué au cours de la période correspondante (-0,9 point pour atteindre 6,4%), après avoir augmenté entre 2019 et 2020 en raison de la crise liée au COVID-19. Par rapport aux pays membres de l'UE, la Suisse fait état d'un des taux les plus bas. Le taux de chômage est nettement plus élevé en France (7,6%), en Italie (9,1%) ainsi qu'en Autriche (5,1%), mais il est plus faible en Allemagne (3,1%). Les taux les plus bas sont en Tchéquie (2,2) et en Pologne (2,9%). À l'inverse, la Grèce et l'Espagne sont les pays d'Europe où le taux de chômage au sens du BIT est le plus élevé, avec respectivement 13,2% (-3,0 points par rapport à 2020) et 13,3% (-2,8 points).

Les salaires en comparaison internationale

La comparaison des salaires annuels bruts moyens dans l'industrie et les services marchands met en évidence l'écart salarial existant parmi les pays de l'UE. Des différences marquées sont à observer non seulement entre les pays de l'UE-15 et les nouveaux pays membres entrés dans l'UE depuis 2004, mais également à l'intérieur des deux groupes de pays.

Dans l'UE-15, on observe toujours un décalage entre les pays du Nord et ceux du Sud: en 2018 les salaires annuels bruts les plus élevés sont enregistrés au Luxembourg (64 932 euros), les plus bas au Portugal (18 111 euros). L'écart salarial augmente encore si l'on considère les nouveaux pays membres: en 2018 la Lituanie (11 959 euros), la Roumanie (11 874 euros) et la Bulgarie (8147 euros) viennent clore le classement des salaires annuels bruts moyens en euros. Avec un salaire annuel brut moyen de 79 442 euros, niveau influencé en partie par la force du franc, la Suisse figure en première position devant le Luxembourg.

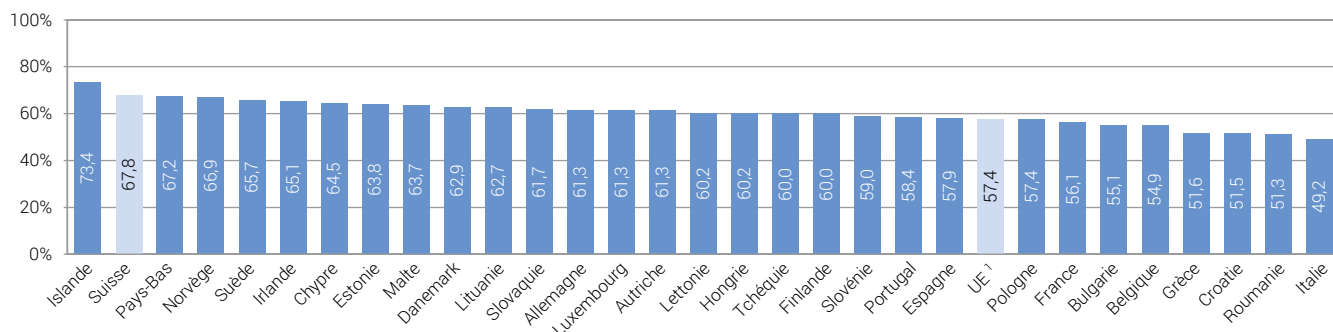
Afin de comparer des salaires qui traduisent de manière réelle leur pouvoir d'achat, les salaires exprimés en monnaie nationale doivent être convertis dans une devise commune artificielle appelée «standard de pouvoir d'achat» (SPA). La prise en compte des différences de niveaux de prix entre les pays nous amène à reconsidérer l'ampleur de l'écart salarial observé entre les pays. En effet, exprimés en euros, les salaires payés en Suisse sont presque neuf fois plus élevés que ceux payés en Bulgarie (+875%) alors que la différence est près de quatre fois moindre (+225%) une fois les salaires convertis en SPA. Si l'on considère les pays voisins, exprimés en euros, les salaires annuels payés en Suisse sont 71% plus élevés qu'en Autriche, 77% plus élevés que ceux versés en Allemagne, 109% plus élevés qu'en France et 128% plus élevés qu'en Italie. L'écart se réduit si la comparaison des salaires bruts moyens est faite sur la base de leur niveau en SPA. Les écarts ne sont plus que de +23% avec l'Autriche, +21% avec l'Allemagne, +52% avec la France et +51% avec l'Italie.

Le marché suisse du travail en comparaison internationale

Taux d'activité standardisé (15+ ans) en Suisse et dans les Etats de l'UE et de l'AELE

En pourcent, 4^{ème} trimestre 2021

G2.20

¹ Composition de l'UE au 4^{ème} trimestre 2021

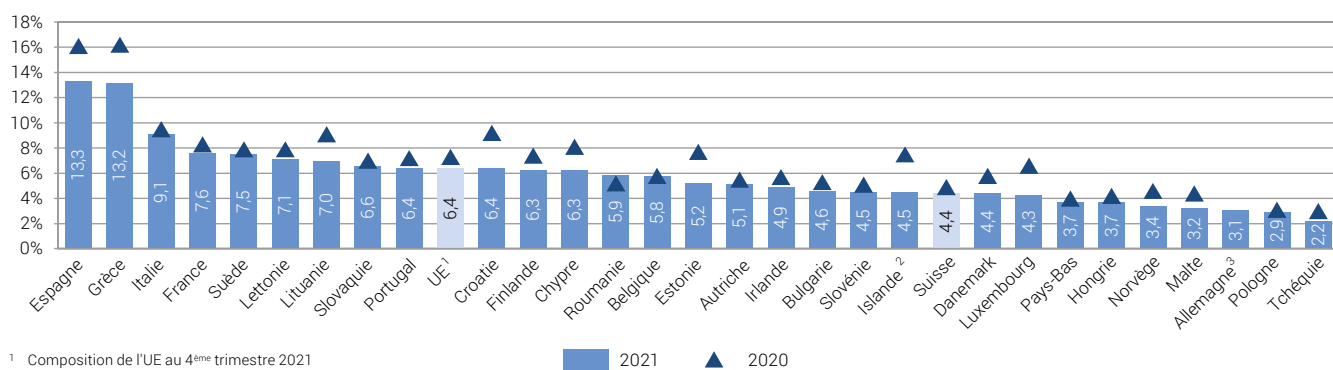
Sources: OFS – Enquête suisse sur la population active (ESPA); EUROSTAT (consulté: avril 2022)

© OFS 2022

Taux de chômage au sens du BIT (15–74 ans) en Suisse et dans les Etats de l'UE et de l'AELE

En pourcent, 4^{ème} trimestre 2020 et 4^{ème} trimestre 2021

G2.21

¹ Composition de l'UE au 4^{ème} trimestre 2021² 4^{ème} trimestre 2020: rupture dans la série temporelle³ 4^{ème} trimestre 2020: pas disponible

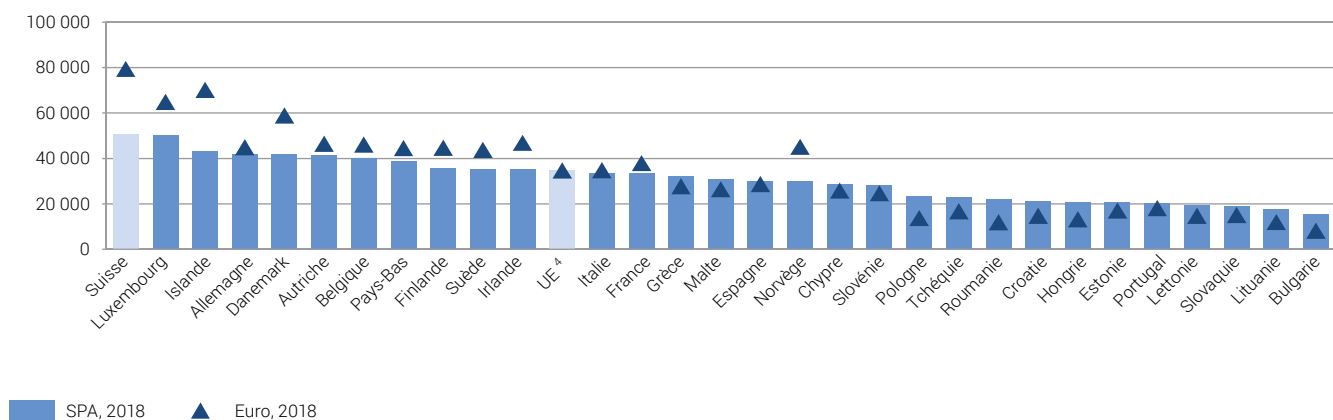
Sources: OFS – Enquête suisse sur la population active (ESPA); EUROSTAT (consulté: avril 2022)

© OFS 2022

Salaire annuel brut moyen¹ (entreprises de 10 employés ou plus, secteurs de l'industrie et des services marchands²), Suisse et Etats de l'UE et de l'AELE, en SPA³ et en euros

2018

G2.22

¹ Les montants sont calculés à partir des salaires des employés à plein temps et des employés à temps partiel (recalculés sur la base d'un taux d'occupation de 100%).² Sections économiques B à N (NACE Rév. 2)³ Les revenus exprimés en SPA (Standard de Pouvoir d'Achat) suppriment les effets des différences de niveaux de prix entre les pays⁴ Composition de l'UE au 4^{ème} trimestre 2021

Sources: OFS – Enquête sur la structure des salaires (ESS, consulté: 21.04.2020); EUROSTAT (consulté: 04.08.2021)

© OFS 2022

Éditeur: Office fédéral de la statistique (OFS)

Renseignements: Section Travail et vie active, OFS, tél. 058 463 64 00,
info.arbeit@bfs.admin.ch

Rédaction: Yan Monnard, OFS; Jonas Deplazes, OFS; Silvia Perrenoud,
OFS; Rongfang Li, OFS; Thierry Murier, OFS; Laura Ravazzini,
OFS; Elisabetta Capezzali, OFS; Davide de Brito Figueiredo,
OFS; Damien Droz, OFS; Myriam Fumagalli, OFS; Julia
Ignaczewska, OFS; Luca Mathys, OFS; Simon Tripod, OFS;
Francis Saucy, OFS; Sophie Schmassmann, OFS

Série: Statistique de la Suisse

Domaine: 03 Travail et rémunération

**Langue du texte
original:** français

Mise en page: section DIAM, Prepress/Print

Graphiques: section DIAM, Prepress/Print

En ligne: www.statistique.ch

Imprimés: www.statistique.ch
Office fédéral de la statistique, CH-2010 Neuchâtel,
order@bfs.admin.ch, tél. 058 463 60 60
Impression réalisée en Suisse

Copyright: OFS, Neuchâtel 2022
La reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales,
si la source est mentionnée.

Numéro OFS: 206-2204

Les informations publiées ici contribuent à mesurer la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).



Système d'indicateurs MONET 2030

www.statistique.ch → Trouver des statistiques → Développement durable → Système d'indicateurs MONET 2030